

reflexiones

Sarko, show devant

Le 6 mai 2007, le candidat de l'Union de la Majorité Présidentielle (UMP) a été élu président de la République avec 53,06% de voix. Le moins que l'on puisse dire, c'est que Nicolas Sarkozy n'a pas usurpé sa légitimité tant le taux d'abstention a été faible (16,03%) ce second tour des élections présidentielles. Les Françaises et les Français se sont mobilisés pour cette campagne, désireux d'effacer la gifle du 21 avril 2002 où ils avaient découvert Chirac (UMP) contre Le Pen (Front National) et ... Jospin (PS) laminé. Se sont-ils sentis penauds d'avoir porté le candidat du FN au second tour? Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Cette élection 2007, les Français étaient bien décidés à ne pas s'en laisser conter et ... à voter.

A la une des journaux, au printemps 2007, fracture sociale, économique, culturelle se disputent à la mondialisation, au mal des banlieues, aux retraites au rabais ...etc. La télévision invente une nouvelle émission «J'ai une question à vous poser» qui révolutionne le petit écran. Un exercice durant lequel les candidats à la présidentielle répondent en

direct à un «panel» de Français réuni sur un plateau. Cette émission fera un tabac et inspirera les chaînes espagnoles. On y surprendra le chef du gouvernement, Jose Luis Zapatero, pantois, face à un citoyen lui demandant le prix d'un café. «0,80 centimes», rétorqua Zapatero. Il était loin du compte...

Émissions participatives à la télé, débats à la radio cartonnent et pulvérisent les blogs des candidats. À un mois du vote, François Bayrou (UDF-Modem), tel un chevalier blanc, réalise une ascension spectaculaire. Au final, il recueillera 18, 55% des suffrages au premier tour et en restera là. Ségolène Royal, la candidate opiniâtre du parti socialiste, adepte du «donnant-donnant» et de la France participative, promène son sourire tout au long de la campagne en guise de doctrine. D'emblée, les éléphants du parti, DSK, Fabius et autres Rocard la lâchent. Sa crédibilité s'effrite de jour en jour jusqu'à perdre les élections même si son score final est bien plus qu'honorable: 46,9%, soit 17 millions de Françaises et Français. Pour les «petits candidats», c'est la berezina, à l'exception du facteur Olivier Besançon (LCR) qui frôle les 5%. Bref, le slogan de Sarko «travailler plus, pour gagner plus» a fait mouche, une razzia même et pulvérise le vote FN. Ce qui n'empêche pas Plantu, le dessinateur du très sérieux quotidien Le Monde, de clamer: «contre Sarko, il n'y aura pas de pilule du lendemain». Les Français n'en ont cure et ont foi en celui qui leur a promis –entre autres– d'augmenter leur pouvoir d'achat.

COLETTE LARRABURU

Journaliste à La Semaine du Pays Basque, journaliste-pigiste à Sans Frontières (Sud-Ouest et Diario Vasco), émission hebdomadaire «Icimédias» à TVPI sur l'actualité régionale. Baccalauréat économie, licence en droit privé, certificat d'études économiques franco-ibérique. «Euskal rock en roll» aux Editions Atlantica en 2001

Inter: Marque de fabrique

Le 16 mai 2007, jour de son entrée à l'Elysée, Nicolas Sarkozy le jure: «J'ai une exigence (...) réhabiliter les valeurs du travail, de l'effort, du mérite, du respect.» Le président effectue une entrée à l'Elysée, toutes en paillettes, à la Kennedy, mais façon famille recomposée: il apparaît aux côtés de ses deux fils nés d'un premier mariage, ses deux be-

lles-filles nées du précédent mariage de sa femme, Cécilia, avec l'humoriste Jacques Martin, et de Louis, fruit de son union avec Cécilia. Ils sont glamour, beaux, blonds, seule Cécilia affiche sa froideur. Première surprise le soir de l'élection, la victoire se fête au célèbre restaurant Le Fouquet's, une nuit qui inspire un récit « La nuit du Fouquet's » (Fayard) à deux journalistes, Ariane Chemin et Judith Perrignon: «*Cécilia a choisi le Fouquet's, vieux repère clinquant de la renommée. Ce soir-là se trouvaient réunis autour de Nicolas Sarkozy, des fortunes colossales, des patrons de presse, des vedettes, le box-office.*» Nicolas Sarkozy imprime sa marque: argent, pouvoir, réussite.

Les Français ne sont pas au bout de leurs surprises. Après la nuit au Fouquet's, le président et sa famille recomposée s'embarquent pour Malte, via un jet privé et un yacht, tous deux appartenant à l'ami riche Vincent Bolloré, le roi de la «food». Étonnant alors que quelques jours avant le scrutin, le président le répétait à l'envi: «*après mon élection, je prendrai quelques jours de retraite pour habiter ma fonction.* » Drôle de «retraite».

Mi-figue, mi-raisin, les Français attendent la composition du gouvernement. Là aussi la nouveauté est au rendez-vous, le président continue de tableur sur la famille recomposée. Sur le devant de la scène, les fidèles, François Fillon, premier Ministre, Rachida Dati, Garde des sceaux, à l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie. Cette dernière n'était peut-être pas prévue au casting, mais Nicolas Sarkozy ne peut l'éviter sans fâcher totalement les Chiraquiens. Il est fort à parier que MAM fera partie d'un prochain remaniement. Sarko n'en reste pas là, il ouvre au centre, Hervé Morin (UDF), à gauche, le french doctor Bernard Kouchner... etc. Bref, les Français en perdent leur latin.

C'est au mois d'août pendant que tout le monde est à la plage que tombent les premières réformes: baisse historique de la fiscalité avec le bouclier fiscal ramené à 50% et allègement des droits de succession. Deux mesures qui profitent aux plus aisés des contribuables

Inter: Climat social tendu

Octobre 2007, le cours du pétrole flambe. Le litre à la pompe est à près de 1,50 euro. Pêcheurs, chauffeurs de taxis, chauffeurs routiers s'échauffent. La grogne monte pendant que les cheminots entament leur première vague de grève et paralysent le pays. Ils protestent à l'instar des gaziers et autres



fonctionnaires contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. Une deuxième vague de grève suit le 16 novembre, jour du vote du budget à l'Assemblée nationale. L'intersyndicale déplore que leurs deux revendications principales ne soient toujours pas prises en compte: augmentation du pouvoir d'achat et préservation de l'emploi public. De fait, le gouvernement a annoncé la suppression de 22 900 postes de fonctionnaires en 2008.

Pendant ce temps-là, les députés réforment eux aussi leur régime de retraite. Certes, désormais, ils devront travailler jusqu'à 60 ans et non 55, mais un simple mandat (5 ans) leur suffit pour obtenir une pension à vie de 1580 euros net par mois. Pour 2 mandats (10 ans), elle est de 3160 euros par mois, au-delà de 4 mandats, elle est plafonnée à 6100 euros par mois. Alors que la retraite moyenne des salariés après 40 ans de cotisations est en moyenne de 1455 euros pour les hommes et 950 euros pour les femmes. Deux poids, deux mesures.

Jeudi 15 novembre, les «sages» du Conseil constitutionnel valident le recours aux tests ADN pour les candidats à l'immigration. Ils l'assortissent de deux réserves: la filiation de l'enfant étranger reste soumise à la loi personnelle de la mère, c'est-à-dire à celle de son pays d'origine et les tests ADN ne doivent être pratiqués qu'en cas d'ultime recours lorsque tous les modes de preuve ont été épuisés. Une décision que Bruno Dive, éditorialiste au quotidien Sud-Ouest, qualifie de «jugement de Salomon». De fait, assortie de ces deux mesures, la loi est «deshabillée» et pratiquement inapplicable. Il n'empêche! Le principe des tests ADN est accepté et divise les Français.

Dans le même temps, Rachida Dati effectue son «Dati Tour» pour réformer la carte judiciaire. Au menu, suppression de certains tribunaux d'instance, prud'hommes et rationalisation des moyens. La Garde des sceaux est attendue dans les tribunaux de France par des avocats en grève et des magistrats qui leur emboîtent le pas. Rachida Dati ne désarme pas.

Le 26 novembre à Villiers-le-Bel (Val d'Oise) deux jeunes garçons (16 ans et 15 ans) meurent dans le choc de leur mini-moto contre une voiture de police. Ce qui donne lieu à des scènes de guérilla urbaine vite enrayées.

Inter: Pouvoir d'achat

Une grande partie de la France souffre et les inégalités se creusent. Les salariés font les frais de plus de vingt ans de modération sociale. Ils ont été les premiers touchés en juillet 2007 par l'absence de coup de pouce du SMIC et par l'alignement des minima et des prestations sociales sur la seule hausse des prix. Les dépenses contraintes –logement, alimentation et santé– explosent. La flambée des prix de l'énergie et la valse des étiquettes sur les produits alimentaires pénalisent les plus pauvres. Un salarié sur deux à temps complet gagne moins de 1520 euros net par mois et le revenu annuel salarial se limite à 16 800 euros par an pour l'ensemble des salariés et à 16 100 euros pour ceux du privé. Alors que Nicolas Sarkozy augmente son salaire de 140%, mesure qui a le mérite de la franchise –car par des tours de passe-passe les anciens chefs d'Etat gagnaient peu ou prou l'équivalent– mais cette augmentation spectaculaire passe mal.

Information d'importance. Dans le même temps, Nicolas et Cécilia Sarkozy annoncent leur divorce. C'est la première fois qu'un chef de l'Etat en France est divorcé et ce, doublement.

Jeudi 29 novembre, le chef de l'Etat annonce enfin une série de mesures tendant à augmenter le pouvoir d'achat des Français. Le moment était très attendu. Mais, force est de constater que le Père Noël n'est pas au rendez-vous. Nicolas Sarkozy le clame haut et fort : les caisses de l'Etat sont vides. Exit des mesures sous formes d'aides comme le 13^{ème} mois défiscalisé qui auraient eu des effets immédiats. Nicolas Sarkozy en est persuadé : pour augmenter le pouvoir d'achat, il faut réhabiliter le travail. Il annonce le paiement des RTT (Réduction du temps de travail), le travail le dimanche payé double, les loyers indexés sur les prix et non plus sur les prix à la construction, l'accès au logement avec un seul mois de garantie et la suppression de la caution, et le déblocage de 3% du capital d'EDF (soit 5 milliards d'euros) pour le financement des universités qui, elles aussi, sont secouées par des grèves. Alors que les heures supplémentaires «libéralisées» depuis l'automne peinent à se mettre en place, la voie au démantèlement de la loi des 35 h est ouverte. Un exercice qui s'annonce périlleux tant les lois sont complexes en la matière. Ce dispositif est pourtant présenté au Conseil des ministres le 12 décembre, devant l'Assemblée nationale dans la foulée et devra l'être devant le Sénat en janvier. Le gouvernement veut aller vite, très vite même. Son objectif est d'assurer un mois de salaire supplémentaire et de libérer 30 milliards d'euros en faveur du

pouvoir d'achat. Mais d'après un sondage paru dans «Le Parisien» en décembre 2007, seulement 38% des salariés sont concernés, les autres n'ayant pas droit ou ne pouvant pas prendre de RTT. Ce projet de loi laisse les Français dubitatifs. Et les salaires continuent d'être à la traîne. Entre 1991 et 2006, la proportion de salariés rémunérés en France au niveau du SMIC est passée de 8,6% à 17%.

Inter: Vitesse et précipitation

Le mois de décembre 2007 a également réservé des surprises. Une heureuse, le 1^{er} décembre. Ingrid Betancourt, otage Franco-Colombienne des FARC en Colombie, apparaît dans une vidéo. Image insoutenable, mais image vivante. Nicolas Sarkozy multiplie les négociations. La libération d'Ingrid Betancourt fait partie de ses promesses. Ce qui, de l'avis des experts, risque d'être plus délicat que la libération des infirmières bulgares, opération réussie à l'automne. Rappelons pour mémoire que ces infirmières et un médecin ont été torturés, enfermés dans les geôles libyennes et accusée à tort avec un médecin d'avoir inoculé le VIH à des enfants. Comment Sarkozy a-t-il mis fin à cette horreur? C'est évident. Le président a dû capituler sur certaines exigences du dictateur Kadhafi pour obtenir gain de cause. A preuve, le tapis rouge déroulé quelque temps après aux pieds du colonel dans les jardins de l'Elysée pour y planter sa tente luxueuse pendant que celles des sans-abri Français étaient démontées, à deux pas de là. Un tapis rouge et des contrats pour le dictateur ont fait office de «rançon». En revanche, sur quoi négocier avec les FARC? On en tremble.

Autre surprise, people celle-là. Mi-décembre, Nicolas Sarkozy s'affiche à Eurodisney avec la top-model-chanteuse, Carla Bruni.

Les Français s'en agacent ou s'en amusent, mais leur souci est ailleurs. Cela fait des années qu'ils attendent des réformes et souhaitent qu'elles aboutissent. Quels résultats attendre de celles en cours menées tambour battant? Celles de la formation professionnelle et de la représentativité des syndicats peuvent aller très vite. La réforme des retraites, sur le fond, s'est plutôt bien passée. Mais fallait-il précipiter les choses en publiant un décret le 31 décembre avant la fin des négociations sur les régimes spéciaux? l'augmentation du pouvoir d'achat est bien plus délicate. Cette mesure risque d'avoir peu d'effet et va-t-on y voir clair dans cet imbroglio de lois sur les RTT et les heures supplémentaires? Rien n'est moins sûr. Il ne faudrait pas que Nicolas Sarkozy confonde vitesse et précipitation.